

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

(CCATP N° 2025-DZDS-01 du 24 juillet 2025)

#### *Acheteur*

Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest

#### *Représentant de l'acheteur (RA)*

Monsieur le Directeur de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

#### *Objet du marché*

Identification de sites potentiels de stockage intermédiaire des déchets issus d'une pollution marine et établissement de données techniques pour chacun d'eux

Le présent CCATP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	6
1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché.....	6
1-2.2. Formes des notifications.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	7
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	10
1-6.1 Obligation de confidentialité.....	10
1-6.2 Sites sensibles.....	10
1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	11
1-7. Dispositions générales.....	11
1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	11
1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	11
1-7.3. Assurances.....	13
1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	13
1-7.5. Réalisation de prestations similaires.....	13
1-7.6. Clauses sociales et environnementales.....	13
1-8. Ordres de service.....	14
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...14</b>	<b>14</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-1.1. Délais limites de notification.....	14
3-1.2. Indemnité de dédit.....	14
3-1.3. Indemnité d'attente.....	15
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	15
3-2.1. Contenu des prix.....	15
3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.....	15
3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :.....	15
3-2.4. Modalités de transmission et de paiement.....	15
3-3. Variation dans les prix.....	16
3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.....	16
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	16

3-3.3. Choix de l'index de référence.....	16
3-3.4. Modalités de révision des prix.....	16
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	17
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	17
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>18</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	18
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	18
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	19
4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	19
4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur.....	19
4-3.3. Clauses sociales.....	19
4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	19
4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	19
4-3.6. Autres pénalités diverses.....	19
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	19
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>19</b>
5-1. Retenue de garantie.....	19
5-2. Avances.....	19
<b>ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>20</b>
7-1. Conditions d'exécution.....	20
7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations.....	20
7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	21
7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur.....	21
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	21
<b>ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>21</b>
8-1. Admission.....	21
8-1.1. Remise des documents.....	21
8-1.2. Délais d'admission des prestations.....	21
8-1.3. Réfaction.....	22
8-1.4. Ajournement.....	22
8-1.5. Rejet.....	22
8-2. Garantie des prestations.....	22
<b>ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....</b>	<b>22</b>
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	22
9-2. Résiliation.....	23
<b>ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>23</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent une étude de gestion des déchets POLMAR, comprenant :

- une identification des sites potentiels de stockage intermédiaire permettant une bonne couverture territoriale sur les départements littoraux de la zone de défense Sud-Ouest ;
- une analyse des modalités d'occupation ;
- un plan complet de chaque site ;
- une détermination des capacités de stockage de chaque site, pour tous types de déchets ;
- une détermination des flux entrants et sortants que chaque site pourrait absorber ;
- une identification des aménagements et des équipements possibles avec coûts, délais et plan du site aménagé pour augmenter les capacités dans les zones géographiques nécessaires.

L'étude portera sur les 4 départements littoraux de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest : Charente-Maritime, Gironde, Landes et Pyrénées-Atlantiques.

Le marché se décompose en une tranche ferme portant sur les plateformes existantes d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et leur éventuel aménagement et une tranche optionnelle sur les plateformes (hors ICPE) ou terrains à aménager.

Les propositions attendues devront être formulées en cohérence avec :

- l'instruction du 19 juillet 2022 relative à la lutte contre la pollution du milieu marin,
- les guides CEDRE, notamment celui relatif à la gestion des déchets,
- la réglementation ICPE applicable aux installations classées pour la rubrique 2719 « Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de catastrophes naturelles ».

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Façade Atlantique de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest : départements de la Charente-Maritime, de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Les prestations feront l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique (CCP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

## **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **1-2.1.** Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
  - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
  - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
  - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
  - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
  - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
  - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

### **1-2.2.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par

PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai(s), celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG, le délai d'exécution de la tranche ferme part de la date précisée dans l'ordre de service pour la commencer ou de la date de notification de cet ordre de service si celle-ci est postérieure.

Le délai d'exécution d'une tranche optionnelle part de la date précisée dans la décision du RA pour la commencer ou de la date de notification de cette décision si celle-ci est postérieure.

### **1-4. Passation des commandes**

Sans objet.

### **1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques**

Le marché comporte une tranche ferme et 1 tranche optionnelle et 6 parties techniques désignées ci-après :

Désignation des tranches	Parties techniques	
<b>Ferme</b>  Identification de sites potentiels de stockage intermédiaire de déchets issus d'une pollution marine sur une plateforme préexistante d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) et leur éventuel aménagement	<b>Étape 1 :</b> Identification de sites potentiels de stockage intermédiaire de déchets issus d'une pollution marine sur une plateforme préexistante d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)	<b>Prestations attendues :</b> - Recueil de bases de données (zone d'étude + ICPE exploitées dans l'industrie des déchets) ; - Prise en compte de la liste des stockages intermédiaires identifiés dans le plan POLMAR-Terre zonal du 14 décembre 2022 ; - Définition d'une méthodologie d'identification des sites (distance du littoral et des zones urbanisées, contraintes environnementales, accessibilité, capacité de stockage autorisée etc.). Les sites en question sont implantés au sein de la zone d'étude. La répartition géographique des sites doit couvrir de façon homogène l'ensemble du linéaire côtier ; - Analyse selon les critères pré-établis, afin de distinguer les sites à investiguer dans une seconde étape et les sites à écarter.  <b>Réunions :</b> 1 réunion de lancement, 1 réunion de présentation de la méthodologie et des résultats de l'étape 1 pour validation avant étape 2.

Désignation des tranches	Parties techniques	
		<p><u>Livrables</u> : rapport et cartographies intermédiaires, tableur permettant le classement des sites.</p>
	<p><u>Étape 2</u> : Analyse de la conformité des sites à investiguer à l'issue de l'étape 1 en termes d'aménagement et d'exploitation en cas de crise POLMAR</p>	<p><u>Prestations attendues</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les sites sélectionnés en étape 1, priorisation et détermination des visites à effectuer ;</li> <li>- Organisation des visites : prise de contact, explication de la démarche et accord de l'exploitant ;</li> <li>- Visite des sites afin : <ul style="list-style-type: none"> <li>*de recueillir des informations liées à l'exploitation (coordonnées, astreinte, date de fin d'exploitation, etc.) ;</li> <li>*de déterminer les capacités de stockage pour chaque type de déchets ainsi que les flux entrants et sortants journaliers potentiels ;</li> <li>*d'identifier d'éventuelles contraintes non examinées en étape 1 (aménagements futurs prévus, emprise de stockage limitée, inaccessibilité des poids lourds, topographie, etc.) ;</li> </ul> </li> <li>- Analyse des informations complémentaires recueillies pour catégoriser : <ul style="list-style-type: none"> <li>* les sites « rapidement mobilisables » (compatibles en l'état) avec accord de l'exploitant ;</li> <li>* les sites « rapidement mobilisables » (compatibles en l'état) sans accord de l'exploitant ;</li> <li>* les sites à écarter après visite.</li> </ul> </li> <li>- Analyse de la couverture géographique des sites visités et « rapidement mobilisables » et des délais de mise à disposition des installations ;</li> <li>- Identification des procédures administratives ;</li> <li>- identification des aménagements possibles et des équipements associés pour augmenter les capacités de stockage pour chaque type de déchets (coût délai) ;</li> <li>- identification du coût et du délai de remise en état.</li> </ul> <p><u>Réunion</u> : 1 réunion (visio) en fin d'étape pour valider l'étape 2 et identifier le besoin de lancer l'étape 3.</p> <p><u>Livrables</u> : fiches descriptives par site visité, comprenant plan de localisation, plan d'aménagement et photographies.</p>
	<p><u>Étape 3</u> : Étude des sites non visités en étape 2 <i>(Étape à mener uniquement si la répartition des sites « rapidement mobilisables » est insuffisante et ne couvre pas de façon homogène l'ensemble du linéaire côtier)</i></p>	<p><u>Prestations attendues</u> :</p> <p>Pour les sites non visités en étape 2 et pour obtenir une bonne couverture géographique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- priorisation et détermination de nouvelles visites à effectuer ;</li> <li>- Organisation des visites : prise de contact, explication de la démarche et accord de l'exploitant ;</li> <li>- Visite des sites afin de recueillir les mêmes informations qu'en étape 2 ;</li> <li>- Analyse de la couverture géographique des sites visités et « rapidement mobilisables » et des délais de mise à disposition des installations ;</li> <li>- Identification des procédures administratives ;</li> <li>- identification des aménagements possibles et des équipements associés pour augmenter les capacités de stockage pour chaque type de déchets (coût délai) ;</li> <li>- identification du coût et du délai de remise en état.</li> </ul> <p><u>Réunion</u> : 1 réunion (visio) en fin d'étape pour valider l'étape 3 et identifier le besoin de lancer l'étape 4.</p>

Désignation des tranches	Parties techniques	
		<p><u>Livrables</u> : fiches descriptives par site visité (cf étape 2), comprenant plan de localisation, plan d'aménagement et photographies.</p>
	<p><u>Étape 4</u> : Étude des travaux et équipements nécessaires aux sites non sélectionnés en étape 1 au regard des capacités de stockage <i>(Étape à mener uniquement si les étapes 2 et 3 sont insuffisantes pour couvrir de façon homogène l'ensemble du linéaire côtier)</i></p>	<p><u>Prestations attendues</u> :</p> <p>Pour les sites non sélectionnés en étape 1, dépourvus de capacité de stockage initiale et nécessitant des aménagements, équipements ou mesures de gestion supplémentaires, dans l'objectif d'obtenir une bonne couverture géographique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Propositions d'aménagement et d'équipement pour chaque site le nécessitant (extension, voirie PL, gestion des effluents, clôture, pont bascule, etc.), avec les coûts et délais associés ;</li> <li>- Estimation des capacités de stockage pour chaque type de déchets après aménagement, ainsi que et des flux entrants et sortants journaliers potentiels ;</li> <li>- Identification des procédures administratives (coût, délai) ;</li> <li>- identification du coût et du délai de remise en état.</li> </ul> <p><u>Réunion</u> : 1 réunion (visio) en fin d'étape pour valider l'étape 4 et identifier le besoin d'affermir la tranche optionnelle.</p> <p><u>Livrables</u> : fiches descriptives par site visité (cf étape 2), comprenant plan de localisation, plan d'aménagement et photographies.</p>
	<p><u>Étape 5</u> : Présentation des résultats de la tranche ferme</p>	<p><u>Réunion</u> : 1 réunion de présentation des résultats de la tranche ferme en présentiel.</p> <p><u>Livrables</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un rapport d'étude qui vaudra rapport final en cas de non affermissement de la tranche optionnelle. Il reprendra toutes les indications nécessaires à la compréhension et à l'exploitation de l'étude et des cartes. Une grande importance doit être accordée à ce rapport qui constitue l'ensemble du suivi de l'étude réalisée. Il permettra ainsi aux différents acteurs de s'y référer dans le futur afin de répondre de façon optimale aux nouvelles attentes en matière de gestion des déchets issus d'une pollution marine ;</li> <li>- L'ensemble des cartographies réalisées pour parvenir au résultat final : cartographie de contexte, localisation des ICPE étudiés dont celle des sites « rapidement mobilisables ». Elles seront produites à partir d'un système d'information (SIG) pour une édition à l'échelle de la zone d'étude et à l'échelle de la zone Sud-Ouest ;</li> <li>- Les fiches descriptives des sites visités ;</li> <li>- Le SIG complet. Les fichiers de projet des cartes intermédiaires et définitives seront fournis en projet Qgis (.qgs ou qgz). Le format de restitution des couches SIG doit être en shape file (.shp), encodage Utf-8, projection RGF 93/Lambert_93 (EPSG: 2154). Toutes les couches utilisées dans un projet Qgis seront fournies ;</li> <li>- Tous les documents seront remis en version dématérialisée ;</li> <li>- En complément, le rapport final d'étude sera fourni en 2 exemplaires sur support papier relié.</li> </ul>



Désignation des tranches	Parties techniques	
<p><b>Optionnelle</b></p> <p>Identification de sites potentiels de stockage intermédiaire sur une plateforme préexistante ou un terrain à aménager (hors ICPE), avec les mêmes conditions que la tranche ferme.</p>	<p><i>(Étape à mener uniquement si les résultats de la tranche ferme sont insuffisants pour couvrir de façon homogène l'ensemble du linéaire côtier)</i></p> <p>Identification de sites potentiels de stockage intermédiaire sur une plateforme préexistante ou un terrain à aménager - hors ICPE</p> <p>Ces sites peuvent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plate-formes de toute nature connues par d'autres acteurs publics ou privés (conseil régional ou départemental, agglomération, ports,...) ;</li> <li>- des sites mobilisables par les entreprises pré-sélectionnées via les accords cadre zonaux 2025-2028 ;</li> <li>- les sites identifiés par le titulaire comme répondant aux préconisations du CEDRE (sites militaires, aéroportuaires, ...).</li> </ul>	<p><u>Prestations attendues</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- utilisation de la méthodologie appliquée en étape 1 de la tranche ferme pour identifier ces sites ;</li> <li>- Organisation des visites : prise de contact, explication de la démarche et accord de l'exploitant ;</li> <li>- Visite des sites afin : <ul style="list-style-type: none"> <li>*de recueillir des informations liées à l'exploitation (coordonnées, astreinte, date de fin d'exploitation, etc.),</li> <li>*de déterminer les capacités de stockage pour chaque type de déchets ainsi que les flux entrants et sortants journaliers potentiels ;</li> <li>*d'identifier d'éventuelles contraintes non identifiées en étape 1 de la tranche ferme (aménagements futurs prévus, emprise de stockage limitée, inaccessibilité des poids lourds, topographie, etc.) ;</li> <li>* les sites à écarter après visite ;</li> </ul> </li> <li>- Identification des procédures administratives (coût, délai) ;</li> <li>- Identification des aménagements et des équipements nécessaires à l'exploitation des sites (coût et délai, dont remise en état) ;</li> </ul> <p><u>Réunion</u> : 1 réunion (visio) pour valider la tranche optionnelle.</p> <p><u>Livrables</u> : rapport complémentaire sur la tranche optionnelle, fiches descriptives par site visité, comprenant plan de localisation, plan d'aménagement et photographies.</p>

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

## **1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-6.1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCATP.

### **1-6.2** Sites sensibles

Sans objet.

### **1-6.3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCATP.

## **1-7. Dispositions générales**

### **1-7.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-7.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

#### **1-7.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls

compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1-7.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-7.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

### **1-7.5.** Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

### **1-7.6.** Clauses sociales et environnementales

#### **1-7.6.1.** Clauses sociales

Sans objet.

#### **1-7.6.2.** Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

## **1-8. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, assorti des documents ci-après :
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- La décomposition du prix global forfaitaire.

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

#### **3-1.1.** Délais limites de notification

Les délais limites de notification de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle	8 mois

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

#### **3-1.2.** Indemnité de dédit

Sans objet.

### **3-1.3.** Indemnité d'attente

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

### **3-2.1.** Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

### **3-2.3.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle. Toutefois, si le titulaire en fait la demande elle pourra être mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### **3-2.4.** Modalités de transmission et de paiement

#### **3-2-4.1** Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### **3-2-4.2** Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

**3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

**3-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

– sur le site de l'INSEE

**3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le Titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante: [az.dzds.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr](mailto:az.dzds.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr). Sans retour du représentant de l'acheteur, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que la personne publique ne soit tenue de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante. Cependant, si la révision est négative, le représentant

de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office.  
En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;  
 $I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des



paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités journalières des parties techniques sont fixées dans le tableau ci-après :

<b>Tranche</b>	<b>Partie technique</b>	<b>Pénalité journalière</b>
<b>Ferme</b>	<u>Étape 1</u> : Identification de sites potentiels de stockage intermédiaire de déchets issus d'une pollution marine sur une plateforme préexistante d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)	100 euros
	<u>Étape 2</u> : Analyse de la conformité des sites à investiguer à l'issue de l'étape 1 en termes d'aménagement et d'exploitation en cas de crise POLMAR	100 euros
	<u>Étape 3</u> : Étude des sites non visités en étape 2 ( <i>Étape à mener uniquement si la répartition des sites « rapidement mobilisables » est insuffisante et ne couvre pas de façon homogène l'ensemble du linéaire côtier</i> )	100 euros
	<u>Étape 4</u> : Étude des travaux et équipements nécessaires aux sites non sélectionnés en étape 1 au regard des capacités de stockage ( <i>Étape à mener uniquement si les étapes 2 et 3 sont insuffisantes pour couvrir de façon homogène l'ensemble du linéaire côtier</i> )	100 euros
	<u>Étape 5</u> : Présentation des résultats de la tranche ferme	100 euros
<b>Optionnelle</b>	Identification de sites potentiels de stockage intermédiaire sur une plateforme préexistante ou un terrain à aménager - hors ICPE ( <i>Étape à mener uniquement si les résultats de la tranche ferme sont insuffisants pour couvrir de façon homogène l'ensemble du linéaire côtier</i> )	100 euros

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à toutes les tranches.

#### **4-3.1.** Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

#### **4-3.2.** Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

#### **4-3.3.** Clauses sociales

Sans objet.

#### **4-3.4.** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

#### **4-3.5.** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

#### **4-3.6.** Autres pénalités diverses

- Non participation aux réunions (500€) ;
- Non remise des documents (100€/jour de retard).

### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	①
Ferme	30 %
Optionnelle	30 %

① % du montant initial TTC de la tranche.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Conditions d'exécution**

#### **7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations**

Sans objet.

### **7-1.2.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

### **7-1.3.** Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

## **7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Aucune stipulation particulière.

## **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Aucune stipulation particulière.

#### **8-1.1.** Remise des documents

Les livrables attendus sont mentionnés au 1-5 du présent CCATP.

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément deux exemplaires du rapport final sur support papier relié sont demandés.

Les fichiers SIG de projet des cartes intermédiaires et définitives seront fournis en projet Qgis (.qgs ou qgz). Le format de restitution des couches SIG doit être en shape file (.shp), encodage Utf-8, projection RGF 93/Lambert\_93 (EPSG: 2154). Toutes les couches utilisées dans un projet Qgis seront fournies.

#### **8-1.2.** Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux

mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

### **8-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8-2. Garantie des prestations**

## **ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION**

### **9-1. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-5 du présent CCATP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

## **9-2. Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.1 du CCAG
CCATP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCATP 4.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 4.2	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCATP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCATP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCATP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3ème alinéa
CCATP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG



AE 3

Dérogé aux articles

13.1.1 et 13.1.3 du CCAG

**b) CCTG et CPC travaux publics**

**c) Normes françaises homologuées**

**d) Autres normes**